



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



# HARIS DECEMBRE 2021

**Numéro 004**



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

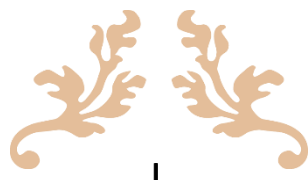
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations  
Internationales et Stratégiques  
(HARIS)

N°004 Décembre 2021

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations  
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



## Administration de la Revue

**Directeur Scientifique :**  
Professeur M'BRA EKANZA  
Simon-Pierre (Professeur  
Émérite du CAMES, Université  
Felix Houphouët-Boigny)

**Directeur de Publication :**  
CAMARA Moritié (Professeur  
Titulaire d'Histoire des  
Relations Internationales,  
Université Alassane Ouattara,  
Côte d'Ivoire)

**Directeur de Rédaction :**  
KOUAKOU N'DRI Laurent  
(Maître de Conférences  
d'Histoire des Relations  
Internationales, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Coordonnateur de  
Publication :** SILUE Nahoua  
Karim (Assistant d'Histoire des  
Relations Internationales,  
Université Alassane Ouattara,  
Côte d'Ivoire)

**Trésorière :** YAO Elisabeth  
(Assistante en Histoire  
économique, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Chargés de diffusion :** KEWO  
Zana (Assistant d'Histoire des  
Relations Internationales,  
Université Péleforo Gon  
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant  
d'Histoire des Relations  
Internationales, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Webmaster :** Ignace ALLABA  
(Maître de Conférences Études  
germaniques, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Éditeur :** CERRI (Cellule  
d'Études et de Recherches en  
Relations Internationales,  
Université Alassane  
OUATTARA)

**Website :** [www.revueharis.org](http://www.revueharis.org)

**Courriels :** [contact1@revueharis.org](mailto:contact1@revueharis.org) [cerriuao01@gmail.com](mailto:cerriuao01@gmail.com)



## Comité Scientifique

**-M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

**-KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

**- Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

**-Jean-Noël LOUCOU**, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

**-KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

**-Francis AKINDES**, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

**-ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

**-SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

**-Ousseynou Faye**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

**-Samba Diakité**, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

**-Esambu Matenda - A – Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

**-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

**-GBODJE Sékré Alphonse**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



## Comité de Lecture

-**BATCHANA E**ssohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU A**gba **E**zéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Felix Houphouët-Boigny- Côte d'Ivoire)

-**CAMARA M**oritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

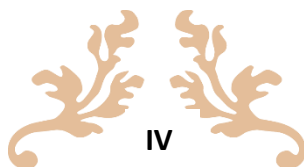
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN B**enoit, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**GOLE A**ntoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA - Côte d'Ivoire)

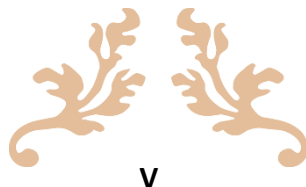
-**BAMBA A**bdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Felix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan M**ohamed, Maître de Conférences d'Histoire Politique (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)



## Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue [www.revueharis.org](http://www.revueharis.org)). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



# Sommaire

**ASSOUANGA Kouakou Laurent**

Subversion et rapports conflictuels entre Houphouët-Boigny et Thomas Sankara (1983-1985) .....7-20

**Dr. Windata Miki ZONGO**

La politique étrangère du Burkina-Faso de la quatrième République : continuités et ruptures de l'action extérieure d'un petit Etat.....21-36

**KRA Yao Séverin**

Les esclaves domestiques dans la guerre entre Français et Baoulé de 1893 à 1911.....37-51

**Toussaint KOUNOUHO**

Combattre le terrorisme transnational par la force armée : une lecture des mutations fragiles de la puissance militaire française dans le Sahel.....52-67

**Amidou KONÉ**

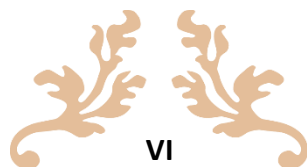
Kant, l'organisation des Nations Unies et les avatars du cosmopolitisme .....68-78

**KORÉ Franck Emerson**

La politique de l'Algérie en Afrique Subsaharienne : Les raisons d'une présence très accrue (1963-1984).....79-92

**KREMET Henri Brou Bédié**

La Centrafrique, « la demeure » des opérations de maintien de la paix (1997-2016).....93-108





## **La politique étrangère du Burkina-Faso de la quatrième République : continuités et ruptures de l'action extérieure d'un petit Etat.**

**Dr Windata Miki ZONGO**

Enseignant-chercheur en Science Politique. Unité de formation et de recherche en science juridique et politique (UFR/SJP). Université Thomas Sankara (Burkina-Faso). Directeur de programmes. Centre africain d'analyses et de recherches diplomatiques et stratégiques, (France). Courriel : [windata.zongo@outlook.fr](mailto:windata.zongo@outlook.fr)

### **Résumé**

Dans un ordre mondial structurellement déséquilibré et influencé par les grandes puissances, les petits Etats, avec d'étroites marges de manœuvre, essaient d'y affirmer leur existence et d'assurer leur sécurité. L'analyse de la politique étrangère sous la quatrième République du Burkina-Faso, petit Etat, s'affirme comme une mise à l'épreuve de cette réalité. Marquée principalement par les gouvernances de Blaise Compaoré (1987-2014), et Rock Marc Kaboré (2015-2025), cette période restitue d'une part, une politique étrangère de survie dans le champ multilatéral par la perpétuation d'une participation limitée depuis les indépendances, aux actions de l'ordre. D'autre part, elle illustre l'espace géopolitique ouest-africain en tant que lieu de divergence des objectifs de politique étrangère de ces deux présidents.

**Mots clés** : Multilatéralisme, Petit Etat, Politique étrangère, diplomatie, Burkina-Faso.

### **Abstract**

In a world order that is structurally unbalanced and influenced by the great powers, small States, with limited room for manoeuvre, try to affirm their existence and ensure their security. The analysis of the foreign policy of the Fourth Republic of Burkina Faso, a small State, asserts itself as a test of this reality. Marked mainly by the governments of Blaise Compaoré (1987-2014), and Rock Marc Kaboré (since 2015), this period restores on the one hand, a survival foreign policy in the multilateral field by the perpetuation of a limited participation since independence, to the actions of the order. On the other hand, it illustrates the West African geopolitical space as a place of divergence of the foreign policy objectives of these two presidents.

**Keywords**: Multilateralism, Small State, Foreign Policy, Diplomacy, Burkina-Faso.



## Introduction

Suite au traité de Westphalie en 1648, les Etats modernes qui émergent en tant que nouveaux acteurs des relations internationales entendent interagir pour une paix durable. Cela se traduira par des coopérations sécuritaires et économiques assurées par les départements étatiques chargés des affaires extérieures (L. Bely, 2013), et une politique étrangère définie en termes de pratiques normatives qu'un Etat entretient avec les autres (LPJ Noel, 1959). Le multilatéralisme sécuritaire qui émergera plus tard<sup>1</sup> n'entrave pas fondamentalement les prérogatives extérieures de l'Etat (R. Hatto, N. Lemay-Hébert 2007).

Toutefois, il dresse les contours du nouveau rôle international de celui-ci (M. Cathlin 2008). Cela entraîne une redéfinition de la politique étrangère, devenue selon F. Charillon (2002, p 13), « l'instrument par lequel l'Etat tente de façonner son environnement politique international », ce que confirment C. Roosens et B. Beja Joao (2004, p 24) pour lesquels, l'objectif extérieur de l'Etat est aussi fonction de la catégorie dans laquelle il se trouve parmi les trois que comporte le champ international : les grandes puissances, les puissances émergentes et les petits Etats. Alors que l'action extérieure des grandes puissances s'exprime en termes de domination (M. Tschiyembe 2010) parfois concurrentielle (K. Premont 2011), celle des puissances émergentes s'inscrit dans une logique de contestation de la suprématie des puissants (J. Sgard 2008 et A. Novosseloff 2008).

Les petits Etats quant à eux sont définis à partir de leurs précarités économiques,<sup>2</sup> militaires,<sup>3</sup> de la surface géographique et de leur incapacité diplomatique. J. Stoessinger (1973)

axe à cet effet son analyse sur les précarités logistiques et les surfaces géographiques très limitées de ces Etats. Cette approche sera prolongée par M. Gaidz, (2007) et C. Walter, (2007) dans une approche comparative des capacités logistiques des autres Etats.

Dans le champ de l'analyse de la politique étrangère, Robert Keohane (1969) résumait le petit Etat par son incapacité à influencer le champ international. Cette réflexion ayant toujours droit de cité sera plus tard prolongée par les analystes de la politique étrangère pour lesquels, cette catégorie regroupe aussi bien des pays riches mais ayant une faible capacité d'influence dans l'espace multilatéral (Islande, Belgique, Luxembourg...), et les pays pauvres subissant le multilatéralisme tels que les pays africains, damnés de l'ordre mondial (P. Batchom, 2017).

Notre analyse du cas burkinabè s'appuiera sur cette conceptualisation de l'analyse de la politique étrangère, même si ce pays constitue une illustration du petit Etat dans sa multidimensionnalité. Situé en Afrique occidentale et doté d'une superficie de 274000 km<sup>2</sup> pour 21 millions d'habitants, le Burkina-Faso est l'un des pays les plus pauvres au monde avec plus de 40% de la population vivant sous le seuil de la pauvreté, et un PIB par habitant 851 dollars qui le place au 22<sup>e</sup> rang des pays les plus pauvres de la planète.<sup>4</sup>

Dans le champ de la gouvernance, ce pays, comme la majorité des pays africains, a alterné avant la troisième vague de démocratisation sur le continent africain (M. Gazibo, 2010), entre démocratie et régimes arbitraires. J. Natielse (2013, p 27) affirme ceci :

<sup>1</sup>Grace aux premières conventions de la Haye en 1899.

<sup>2</sup>Ecole néo-institutionnaliste libérale.

<sup>3</sup>Ecole réaliste.

<sup>4</sup>PNUD 2020

Dès son accession à l'indépendance, la Haute-Volta se dote d'une Constitution qui fonde le régime de la I<sup>ère</sup> République en novembre 1960. Mais le régime constitutionnel de la I<sup>ère</sup> République s'effondre le 3 janvier 1966, suite à un soulèvement populaire. (...) Après quatre ans de régime d'exception, les militaires au pouvoir respectent leurs promesses de revenir à une vie constitutionnelle normale. Ils font adopter par référendum le 14 juin 1970 un projet de Constitution. (...) Le régime parlementaire de la II<sup>ème</sup> République se brise en février 1974 sur l'autel des divisions de la classe politique et de l'impatience des militaires, qui prennent goût au pouvoir. Après plus de trois ans de régime d'exception, les militaires aux commandes renouent avec le processus démocratique en faisant adopter une nouvelle Constitution le 13 décembre 1977, qui institue la III<sup>ème</sup> République. (...) Les militaires vont, une fois encore, interrompre le processus démocratique le 25 novembre 1980.

Parvenu au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat en 1987, Blaise Compaoré va conduire son pays à cette vague de démocratisation ayant désormais droit de cité en Afrique subsaharienne. En juin 1991 est adoptée par referendum la nouvelle constitution. Les élections qu'il remporte six mois plus tard basculent le pays dans une nouvelle ère démocratique<sup>5</sup>. Après 27 ans de gestion empiriquement non-démocratique (A. Loada 2010), il est

<sup>5</sup> La quatrième République

<sup>6</sup>Durant la campagne présidentielle de 2015, le candidat Kaboré, pour répondre à la demande d'une gouvernance déconcentration du pouvoir, avait inclus la réforme constitutionnelle dans son projet. Une commission constitutionnelle a ainsi été créée après son élection et a déjà présenté son rapport le 10 mai 2017. Le projet de la cinquième république sera bientôt soumis aux burkinabè par referendum avant la fin du deuxième mandat de Rock Kaboré. La quatrième république burkinabè vit donc ses derniers moments.

<sup>7</sup>Après le départ du président Blaise Compaoré, les deux premiers successeurs n'ont pu initier une politique étrangère. La gouvernance d'Issa Zida a duré 20 jours (du 1<sup>er</sup> au 21 novembre

évincé du pouvoir le 31 octobre 2014 et brièvement remplacé d'abord par Isaac Zida, puis Michel Kafando qui présidera un régime transitoire chargé d'organiser des élections, lesquelles marquent le triomphe de Rock Kaboré en décembre 2015. Il est réélu en décembre 2020 pour un dernier mandat de cinq ans qui mettra également fin à la quatrième République.<sup>6</sup>

En plus de ses réalités socio-économiques citées plus haut, quels outils permettent dans le champ multilatéral de classer le pays dans la catégorie des petits Etats ? Notre analyse de la politique étrangère sous la quatrième République a ainsi pour objectif, une restitution des matériaux de légitimation dans le champ diplomatique par une réponse aux questions suivantes : quelles sont les marges de manœuvre d'un petit Etat sur la scène internationale ? Quid du Burkina-Faso ? Quelles possibilités du pays dans le champ international légitiment son statut de petit Etat ? Dans quelles mesures les continuités dans la politique étrangère des deux présidents<sup>7</sup> de cette quatrième République perpétuent-elles cette posture ? Quels aspects symbolisent une rupture dans les actions extérieures de ses deux présidents ?

Pour ce faire elle s'articulera sur trois axes : Le premier consistera en une légitimation du statut burkinabè de petit Etat, par une interrogation des

2014) et Michel Kafando, qui a dirigé le pays durant un an (du 21 novembre 2014 au 29 décembre 2015), avait une tâche exclusivement interne : organiser les élections présidentielles. Son action extérieure a exclusivement consisté à quelques voyages pour mobiliser des ressources nécessaires à l'organisation de ces élections et rassurer les partenaires financiers. En définitive, faire une analyse de la politique étrangère sous la quatrième République consiste principalement en une restitution des actions extérieures des présidents Compaoré (27 ans) et Kaboré (10 ans en 2024). Cette réalité légitime notre choix de limiter notre analyse aux œuvres de ces derniers.

critères du concept dans le champ de l'analyse de la politique étrangère. La deuxième partie consacre le champ multilatéral en tant que lieu d'une continuité de la politique étrangère sous la quatrième République par des marges de manœuvres qui consolident ce statut. Le dernier axe de l'analyse conceptualise la politique étrangère de la quatrième République. Cette démarche permet de mettre en lumière l'espace géopolitique ouest-africain en tant que le lieu d'objectifs sous régionaux différents des deux présidents de cette quatrième République.

### **1 : Les principaux outils de légitimation de la posture diplomatique du Burkina-Faso.**

Si les outils de domination et/ou d'influence dans l'espace diplomatique légitiment la posture d'un Etat, l'analyse de la politique étrangère est le matériau qui détermine ces outils. Définie en tant qu'action publique extérieure de l'Etat (M.C Kessler 2002, F. de Petiteville et A. Smith 2006, C. Lequesne Christian et H. Meijer 2018) qui y déploie pour ce faire, une diversité d'outils (S. Longuet et C. Wasinski, 2018), la politique étrangère est dans cette perspective, une volonté de l'Etat de façonner ou d'influencer le champ international par des actions qui ont vocation à maintenir les facteurs qui lui sont favorables, et/ou d'en éloigner ceux qui ne le sont pas (G. Palmer et C. Morgan, 2006). Se distinguant par le fait de subir l'ordre multilatéral (N. Inver, G. Sieglinde, 2006), les petits Etats élaborent des politiques étrangères ayant des

finalités de survie (A Guilbaud 2016, p15) dans cet ordre mondial qu'ils subissent mais qu'ils considèrent malgré tout comme une plateforme d'action et un refuge sur la scène internationale (Z. Kalibataitè 2017, p221). Cela se traduira dans l'ordre, par la reconnaissance de leur position de vulnérabilité et la décision de l'ONU d'assurer leur protection.<sup>8</sup>Parallèlement, ils développent d'autres initiatives diplomatiques complémentaires que sont les alliances, la neutralité, l'adaptabilité, et la participation aux initiatives multilatérales en faveur de la sécurité internationale.

#### **- Les alliances :**

Les alliances sont des regroupements d'Etats avec des objectifs géopolitiques ou sécuritaires. Elles peuvent être multilatérales ou bilatérales, formelles ou informelles. Elles peuvent être une union de petits Etats,<sup>9</sup> un regroupement de petits Etats sous la tutelle d'une grande puissance, ou un partenariat bilatéral entre un petit Etat et une grande puissance avec l'objectif les petits Etats, de bénéficier de la protection de la grande puissance.<sup>10</sup> Du côté des grandes puissances, les richesses naturelles de ces petits Etats constituent le principal intérêt auquel s'ajoutent des objectifs géostratégiques.

#### **- La neutralité :**

Souvent assimilée dans la pratique à l'isolationnisme, la neutralité désigne le fait pour un Etat de pratiquer l'abstention, l'impartialité et la non-implication dans le cas d'un conflit de type inter-Etats. Apparue dès le XVI<sup>e</sup> siècle à la faveur de l'accord de

<sup>8</sup>L'ONU recommande à la 44<sup>e</sup> session, une protection multilatérale pour ceux-ci. Voir URL : <https://www.oas.org/csh/french/peirapports58.asp>

<sup>9</sup>On peut citer ici des organes tels que le forum des petits Etats (FOSS), l'alliance des petits Etats insulaires (OASIS), les petits Etats insulaires en développement (PIED), le G5 sahel.

<sup>10</sup> Le bilatéralisme entre le Qatar et les Etats-Unis d'Amérique protège le Qatar contre l'Arabie

Saoudite, celui entre la république de Chine et les Etats-Unis d'Amérique protège ce pays contre la Chine populaire. La coopération militaire entre la France et certains pays africains (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon, Djibouti) illustrée par la présence de bases militaires françaises dans chacun de ces pays permet à ceux-ci de s'abriter sous la protection française contre les menaces internes et externes.

Fribourg qui interdit aux cantons suisses de participer aux guerres qui secouent l'Europe de l'ouest, la neutralité s'est depuis, révélée en tant que pratique diplomatique. Du fait de son impact positif sur leur sécurité,<sup>11</sup> elle est l'outil diplomatique de premier ordre des petits Etats. Il existe deux sortes de neutralité. La neutralité formelle et la neutralité informelle. La neutralité formelle est une pratique juridique revendiquée par certains petits Etats<sup>12</sup> qui l'appliquent en cas de besoin dans l'espace multilatéral tandis que la neutralité informelle s'illustre empiriquement par l'abstention des petits Etats aux nations unies.

- **L'adaptabilité :**

Définie comme le fait de démontrer une ouverture, un changement comportemental pour parer à une nouvelle situation, l'adaptabilité se manifeste dans les relations internationales par l'adoption d'une attitude pragmatiste par un Etat au nom de l'intérêt national. Elle est également une pratique très répandue chez les petits Etats. Selon les dilemmes auxquels ils sont confrontés, ces derniers adoptent très souvent des choix rationnels qui concourent à garantir une entente cordiale avec les grandes puissances pour leur sécurité, ou d'établir des relations bilatérales ponctuelles à finalité économique ou sécuritaire : le rapprochement de la Lybie avec la France et les Etats-Unis d'Amérique au début du millénaire.<sup>13</sup>

- **La participation à des initiatives multilatérales pour la sécurité internationale :**

Cette action concrétise un discours qui obéit à un objectif précis. Au niveau du discours, l'enjeu est de démontrer une appropriation des principes de l'ordre multilatéral (J. Brasseul, C. Lavrad-Meyer, 2016), tout en ayant conscience d'être ceux qui construisent « la partie la plus faible de la relation asymétrique » du système international (A. Guilbaud, 2016, p14). L'objectif quant à lui s'inscrit dans une volonté de véhiculer une bonne réputation internationale et de bénéficier de la bienveillance des grandes puissances (M. Albaret et D. Placidi-Frot, 2016). En dehors des questions pendantes pour la résolution desquelles ils adhèrent,<sup>14</sup> la multiplication des conflits intra-étatiques s'est affirmée en tant que contexte favorable pour les petits Etats devenus les principaux fournisseurs de troupes des missions multilatérales de paix (S. Le Gouriellec, 2016).<sup>15</sup>

Conscients de leurs (im)possibilités dans l'ordre multilatéral, les petits Etats développent des initiatives diplomatiques complémentaires aux finalités sécuritaires. Ces initiatives sont-elles des pratiques appropriées par la politique étrangère burkinabè ?

Depuis son accession à l'indépendance, le pays a, parallèlement aux pratiques bilatérales et multilatérales classiques,<sup>16</sup> noué des alliances avec d'autres petits Etats,

---

<sup>11</sup> Pas de menaces de représailles de la part d'un autre Etat dans l'un ou l'autre des camps en cas de conflit.

<sup>12</sup>Intégralement la Suisse, le Luxembourg, la Belgique, l'Autriche, le Costa Rica, la Finlande, la Suède, Malte, la Serbie, le Turkménistan.

<sup>13</sup>Klingelschmitt Nicolas, « De la normalisation de la politique étrangère libyenne à la révolution et l'intervention de l'OTAN ; les dernières années de Mouammar Kadhafi. Partie 2 : Les enjeux économiques internationaux de la réhabilitation de la Libye : le pétrole et les dollars, étendards du "Roi des rois d'Afrique" », URL : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/De->

[la-normalisation-de-la-politique-etrangere-libyenne-a-la-revolution-et-l-2888.html](https://www.lesclesdumoyenorient.com/De-la-normalisation-de-la-politique-etrangere-libyenne-a-la-revolution-et-l-2888.html)

<sup>14</sup>On peut citer le changement climatique, l'agenda pour le développement durable, le genre, l'immigration.

<sup>15</sup>Pour plus de détails voir URL suivant : <https://peacekeeping.un.org/fr/troop-and-police-contributors>

<sup>16</sup>Voir URL suivant pour la liste des conventions bilatérales et multilatérales classiques du Burkina-Faso depuis les indépendances : <https://cp-investburkina.com/les-conventions-bilaterales-et-multilaterales/>

mais également avec des grandes puissances. Le tableau ci-dessous résume les principales alliances depuis l'indépendance.

**Tableau n°1 : Principales alliances stratégiques du Burkina-Faso depuis les indépendances.**

<b>DENOMINATION</b>	<b>ANNEE</b>	<b>PAYS PARTENAIRES</b>
Conseil de l'entente.	1959	Benin, Côte d'Ivoire, Togo, Niger.
Autorité du bassin du Niger.	1964	Benin, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria.
Autorité du développement intégré de la région du Liptako Gourma.	1970	Mali, Niger.
Accord de coopération Haute-Volta, Libye.	1982	Libye.
Accorde de coopération Cuba- Burkina Faso.	1984	Cuba.
CEN-SAD.	1998	Libye, Mali, Niger, Soudan, Tchad. <sup>17</sup>
Accord de coopération Burkina-Faso république de Chine.	1998	République de Chine.
Coton 4.	2003	Bénin, le Mali, le Tchad.
MCC.	2004	USA.
ACOTA (USA).	2006	USA.
Autorité du bassin de la volta.	2007	Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo.
Traité d'amitié et de coopération.	2008	Côte d'Ivoire.
Mémorandum d'entente Burkina-Faso Qatar.	2010	Qatar.
Le G 5 sahel.	2014	Mauritanie, Mali, Niger, et Tchad.
Alliance sahel.	2017	Mauritanie, Mali, Niger, et Tchad, Allemagne, France.
Accord de Coopération Burkina- Faso- fédération de RUSSIE.	2017	Russie.

**Sources : Ministère des affaires étrangères et de la coopération (Burkina-Faso)**

En dehors des alliances, le Burkina-Faso a aussi fait usage de la stratégie de la neutralité informelle lors

des votes onusiens. Deux modèles de neutralité sont généralement mis à contribution. Le premier consiste à se

<sup>17</sup>En plus de ces six membres fondateurs, 23 autres pays se joindront à cette alliance dont les champs prestation vont de la sécurité à l'économie et le social. Voir liste complète des

membres depuis 2002 dans l'URL suivant : <https://archive.uneca.org/fr/oria/pages/cen-sad-communaut%C3%A9-des-etats-sah%C3%A9lo-sahariens>

réfugier stratégiquement sur les positions des organes de l'ordre africain comme l'affirme O. Ouédraogo<sup>18</sup> : « souvent, la position du Burkina-Faso est celle de l'Union Africaine et de la CEDEAO ». La seconde option consiste elle en l'abstention, que la volonté de ne pas divulguer un désaccord avec la position des grandes puissances et leur pouvoir d'injonction légitime.<sup>19</sup>

L'adaptabilité, autre stratégie de politique étrangère des petits Etats est, elle aussi, une ressource pour le Burkina-Faso. De l'indépendance aux années 80, le Burkina-Faso a, en fonction du bord idéologique des gouvernants, alterné entre courtes périodes de coopération avec des pays marxistes<sup>20</sup> et démocratiques (A. Arkhangelskaya, 2013). La posture idéologique bascule définitivement dans la démocratie avec l'avènement du nouvel ordre mondial et ses conséquences dans l'action extérieure des petits Etats qui est le développement des partenariats avec les Etats démocratiques (N. Prasad 2009).

Avec la quatrième République s'ouvre au Burkina-Faso, une ère d'alliances avec les grandes puissances et d'autres pays ayant une bonne réputation internationale. En 1998, le

Burkina-Faso rompt ses relations avec la république populaire de Chine pour débiter un bilatéralisme avec la République de Chine.<sup>21</sup> Cette initiative sera suivie par les dynamiques bilatéralismes avec les Etats-Unis d'Amérique (W. Zongo, 2018), la Côte d'Ivoire<sup>22</sup> et la Libye.<sup>23</sup> Depuis 2016, le contexte géopolitique a encore imposé aux gouvernants burkinabè, l'adoption de nouveaux choix de politique étrangère.

En effet, l'attaque terroriste du 15 janvier à Ouagadougou fait basculer le pays dans une crise sécuritaire sans précédent qui, au-delà de la perte du monopole de la violence légitime dans certaines parties du territoire qu'elle a occasionnée, comporte de lourdes conséquences dans les champs économique et humanitaire.<sup>24</sup> Cette situation impose dans le champ diplomatique, des alliances axées sur la défense et la sécurité. Les partenariats bilatéraux suivants illustrent cette adaptabilité burkinabè :

- Accord de coopération militaire Burkina-Faso Egypte (8 juin 2017).
- Accord de coopération militaire Burkina-Faso fédération de Russie (21 août 2018).

<sup>18</sup> Ousseyni Ouédraogo. Diplomate au ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Entretien réalisé le 24/08/2021.

<sup>19</sup> Ainsi que l'atteste le vote burkinabè à l'ONU sur la guerre Irak 2.

<sup>20</sup> Les plus importants durant cette période sont les partenariats avec la République populaire de Chine, l'ex URSS, Cuba et la Libye.

<sup>21</sup> Les motifs financiers ont guidé le choix de cette coopération. Après avoir reconnu la république de Chine, le Burkina-Faso bénéficiera du financement de 19 projets durant les vingt ans de la coopération, pour un total de 256 millions d'euros. Pour plus de détails, voir Xavier Oreguan, *le Burkina-Faso et les deux Chines*, URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-4-page-381.htm>

<sup>22</sup> Initié pour la première fois en 2008 dans un contexte de relations normalisées, le traité d'amitié et de coopération Côte d'Ivoire Burkina-Faso a lieu chaque année avec pour objectif de maintenir la dynamique du bilatéralisme entre les pays. URL :

<https://fr.unesco.org/creativity/policy-monitoring-platform/traite-damitie-de-cooperation-tac>

<sup>23</sup> Les relations entre le Burkina-Faso et la Libye d'abord conflictuelles après l'assassinat de Sankara, ont timidement repris avec la visite du ministre Salif Diallo à Tripoli en 1993. Le sommet de l'Union Africaine tenu à Ouagadougou en 1998 constituera la naissance d'un nouveau partenariat entre ces deux pays. Alors que la Libye subissait les sanctions de l'ONU, de l'UA et du gouvernement américain, le président burkinabè convainc ses pairs sur la nécessité de la levée des sanctions imposées par l'Union Africaine à la Libye. Cette action burkinabè marquera le début d'un bilatéralisme avec la Libye.

<sup>24</sup> Près de 1500.000 réfugiés internes. URL : [https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/LGC\\_Monthly\\_Dashboard\\_FR\\_Mai\\_2021\\_v5.pdf?file=1&type=node&id=11521](https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/LGC_Monthly_Dashboard_FR_Mai_2021_v5.pdf?file=1&type=node&id=11521)

- Accord intergouvernemental de défense avec la France (18 décembre 2018).
- Accord de coopération dans le domaine de l'industrie de la défense. Burkina-Faso Turquie (11 avril 2019).

Une autre illustration de l'usage de la stratégie de l'adaptabilité par le Burkina-Faso fut la rupture des relations avec la république de Chine en 2018, rupture suivie dans la foulée, par une reprise du bilatéralisme avec la république populaire de Chine. Selon S. Le Belzic (2018) cette nouvelle stratégie s'imposait car « pour Taïwan, il était devenu de plus en plus difficile de s'aligner sur les largesses chinoises et, pour Ouagadougou, impossible de sortir le pays de l'ornière économique sans l'aide de Pékin ». Côté Chine populaire, la volonté assumée de conquérir toute l'Afrique<sup>25</sup> légitime cette décision.

L'ultime action légitimant la posture burkinabè de petit Etat constitue sa régulière participation aux initiatives de sécurisation. Cette prestation, au-delà de ses conséquences financières (S. Le Gourellec, 2016), illustre l'appropriation des valeurs universelles de paix par le pays, et contribue à ériger une bonne réputation internationale du pays (W. Zongo, F. Balima, 2021). La quatrième République confirme cette réalité en s'affirmant en tant que période d'une participation intense du pays aux opérations de paix.<sup>26</sup>

<sup>25</sup>A ce jour, seul l'Eswatini entretient des relations avec la république de Chine alors que la république populaire de Chine a institutionnalisé sa volonté à travers le sommet Chine-Afrique qui se tient régulièrement chaque année et dont la montée en puissance a fait naître l'expression Chinafrique.

<sup>26</sup>La première participation des troupes burkinabè à une mission de paix l'était pour l'Opération des Nations Unies pour le Congo (ONUC) de 1960 à 1964. La seconde participation entre 1989 et 1990 a eu lieu en

## **2 : le champ multilatéral comme lieu d'une continuité de la politique étrangère burkinabè.**

Avec une contribution annuelle au budget de fonctionnement de l'ONU de l'ordre de 0,002% (A. Lewin, 2006, p60), non-membre du conseil de sécurité<sup>27</sup> et ne disposant pas de représentant au secrétariat permanent, l'action du Burkina-Faso dans l'ordre multilatéral depuis son accession à l'indépendance jusqu'à la quatrième République, se résume principalement en deux actes : La représentation, et la participation aux initiatives en faveur de la sécurité internationale.

La représentation consiste au rituel annuel au siège onusien pour les événements suivants :

- Participation aux travaux du groupe spécial Afrique.
- Participations à l'assemblée générale.
- Participation aux travaux de groupes thématiques.

La participation aux initiatives en faveur de la sécurité internationale, principale possibilité offerte aux petits Etats dans l'ordre multilatéral concerne l'apport des troupes de ces pays aux missions de paix et les initiatives de résolution des conflits. Dans la quatrième République, cette possibilité s'est érigée en tant que pratique symbolisant une continuité de la politique étrangère. Ainsi, en dehors du rituel annuel au siège de l'ONU et des discours sur la participation du pays aux enjeux contemporains, les deux gouvernants ont entrepris des

Namibie avec le Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (UNTAG). A partir de cette date débute une période de participation régulière aux missions onusiennes qui se poursuit toujours. Voir pour plus de détails sur la participation burkinabè aux missions de paix, URL suivant : <https://www.un.int/burkinafaso/fr/activities/les-contributions-du-burkina-faso-aux-missions-de-paix>

<sup>27</sup>Par son statut de membre non-permanent en 2006 et 2008.

actions qui, tout en traduisant la volonté du pays d'œuvrer en faveur de la sécurité internationale, légitiment son statut de petit Etat.

### **2.1 : Le volontarisme de Blaise Compaoré.**

Après la période de ses actions subversives en Afrique de l'ouest (B. Beucher, 2011), Blaise Compaoré affirme au début du millénaire, sa volonté de consacrer sa politique multilatérale en faveur de la sécurité internationale (B. Compaoré, 2005). Pour ce faire, il décide d'intensifier la participation des troupes burkinabè aux missions de paix sur le continent, et consacre ses efforts diplomatiques à la résolution des conflits dans la zone occidentale du continent minée par la conflictualité (I. Souaré, 2007) en pratiquant avec succès, la médiation dans des conflits politiques (B. Beucher 2011, W. Zongo, 2018). Cette nouvelle dynamique toutefois entachée,<sup>28</sup> résultat d'une stratégie diplomatique (F. Balima et W. Zongo 2018) aura des conséquences sur la sur la géopolitique de l'Afrique de l'ouest et la réputation internationale du pays (F. Balima et W Zongo, 2018).

En plus des missions de paix, la volonté d'un renforcement de la contribution des compétences burkinabè dans les organisations et programmes spécialisés du système des nations unies constitue l'ultime axe de politique étrangère de Blaise Compaoré en faveur de la sécurité internationale. En effet, alors que depuis son indépendance le pays ne disposait d'aucune stratégie politique de placement des compétences burkinabè dans le système des nations unies, Blaise Compaoré affirme sa volonté de remédier à cette situation. Il

---

<sup>28</sup>Posture remise en cause à cause de la persistance d'actions extérieures subversives du pays notamment dans le conflit ivoirien. Voir pour plus de détails, lire « Le Burkina Faso et sa quête de leadership régional, ou le syndrome du "pompiers pyromane" » BEUCHER Benoit, 2011, *le Burkina-Faso et son environnement*

met en place un système optimisant le placement des compétences burkinabè dans les administrations publiques sous-régionale, régionale et internationale qui aura pour conséquence un accroissement du nombre de burkinabè dans ces organisations, estimés à moins de 300 au début des années 2000, à 434 en 2015.<sup>29</sup>

### **2.2 : la mise à l'épreuve de Rock Kaboré.**

La volonté d'une modification constitutionnelle pour l'extension de sa gouvernance sera à l'origine d'une insurrection populaire qui entraînera la chute de Blaise Compaoré le 31 octobre 2014. Il sera brièvement remplacé par un pouvoir militaire puis un gouvernement transitoire qui aura la tâche d'organiser l'élection présidentielle. Cette élection tenue le 29 novembre 2015 consacra Rock Marc Kaboré en tant que deuxième président élu de la quatrième république. Sur le plan interne, celui-ci matérialise les exigences de l'insurrection dans les champs constitutionnels, de la justice, des libertés, de la redistribution... Dans le champ de la politique étrangère, il entend perpétuer le legs multilatéral de son prédécesseur en affirmant que « le Burkina-Faso participera à tous les efforts aux plans sous-régional, régional et international visant à garantir la sécurité et à préserver la paix » (R. Kaboré, 2015, p26).

Pour ce faire, il axe ses efforts diplomatiques sur une consolidation de l'ordre ouest-africain, et consacre son mandat à la présidence de la CEDEAO en 2019 à un discours suivi d'actions qui replacent l'ordre au cœur des initiatives de sécurité collective.<sup>30</sup>

*géopolitique, essai de mise en perspective historique*, pp 9-14.

<sup>29</sup>Chiffres de l'association burkinabè de la fonction publique internationale (ABFI).

<sup>30</sup>On peut citer le *plan d'action 2020-2024 pour la lutte contre le jihadisme*. URL :



Cette volonté sera réaffirmée lors de son intervention aux nations-unies la même année où il appelle à un soutien financier du G5-sahel pour la lutte contre le terrorisme que subissent les pays membres. La résolution de la crise politique née du coup d'Etat au Mali le 18 août 2020, sera également pour lui, une occasion de maintenir cette position lorsqu'il affirme la nécessité de tous les pays de s'aligner sur la position de la CEDEAO en tant qu'organe de la sécurité collective disposant de la légitimité dans la gestion des crises dans l'espace.<sup>31</sup>

En dehors des actions diplomatiques, la perpétuation de la stratégie de l'optimisation de la contribution des compétences burkinabè dans les institutions internationales et des missions de paix et constituent l'autre continuité de l'action multilatérale de son prédécesseur. Pour le cas des participations aux missions de paix, le président Kaboré, malgré un contexte défavorable,<sup>32</sup> a maintenu cette action qui permet au pays de demeurer parmi les principaux contributeurs mondiaux comme l'atteste le tableau ci-dessous.

**Tableau n°2 : Rang du Burkina-Faso comme contributeur aux opérations de paix**

Classement	Juin 2020	En 2015
monde	15 <sup>ème</sup>	11 <sup>ème</sup>
Afrique	9 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>
CEDEAO	3 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>
Effectif annuel	1453	2906

**Source : Direction des Operations de Paix /ONU**

Pour le placement des burkinabè dans la fonction publique internationale, le président Kaboré met en place en 2017, la stratégie nationale de valorisation de l'expertise publique (SNVEP) dont le but est de former les compétences burkinabè sur les exigences de la fonction publique internationale afin d'optimiser leur intégration. En conséquence, leur nombre qui était de 469 en 2016 passe en 2020 à 504 (A. Sawadogo, 2020).

**3: De l'hégémonie au *normalisme* : l'Afrique occidentale comme lieu d'expression d'une rupture entre les politiques étrangères de Blaise Compaoré et Rock kaboré.**

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190914-cedeao-annonce-plan-milliard-antiterrorisme>

<sup>31</sup>Voir à cet effet, l'intervention du chef de la diplomatie burkinabè dans l'URL : <https://www.wakatsera.com/coup-detat-au-mali-le-burkina-saligne-sur-la-position-de-la-cedeao/>

<sup>32</sup> : Alors que l'opposition politique exige un rappel des troupes burkinabè dans les missions de paix pour optimiser la lutte contre le terrorisme, le président Kaboré a affirmé sa

**3.1 : le soft power de Blaise Compaoré en Afrique de l'ouest.**

Conscients de leur incapacité dans le système multilatéral, certains petits Etats se rabattent très souvent dans leur environnement immédiat pour y exercer influence et domination (B. Badie, 2018, Z. Kalibataité, 2017). La politique ouest-africaine de Blaise Compaoré au début des années 2000 corrobore cette réalité. Elaborée dans le contexte de l'émergence de l'africanisation de la diplomatie de la paix (J.J Stalon 2007), elle devient empiriquement un soft power<sup>33</sup> grâce aux outils de légitimation :

- **Contribution aux initiatives sécuritaires** : Par l'envoi

volonté de maintenir la participation du pays aux missions de paix.

<sup>33</sup>Conceptualisé dans le champ des relations internationales par Joseph Nye en 1990 dans *Bound To Lead: The Changing Nature Of American Power* en réaction au discours sur le déclin de l'influence des Etats-Unis dans le monde, le *soft power* est une pratique qui illustre la puissance d'un Etat non pas par la coercition (*hard power*), mais par des outils de séduction que les autres Etats intériorisent et adhèrent. Parmi ces outils figurent la réputation

permanent de soldats burkinabè dans les missions de paix et par les médiations du président Compaoré pour la résolution des conflits politiques dans la zone.

- **Communication stratégique** : Grace au Conseil International de Solidarité Avec le Burkina-Faso (CISAB<sup>34</sup>), organe de diplomatie publique dont le travail consistait exclusivement en une communication de valorisation du président Compaoré et de ses actions pour la sécurisation de cette zone.
- **Une structure académique légitime** : l'Institut National des Hautes Etudes Internationales (INHEI) créée en 2006 joue le rôle de valorisation des actions burkinabè dans le champ académique. Il a notamment organisé en juin 2010 avec l'Union Africaine, la grande conférence « paix et sécurité : enjeux et perspectives » à laquelle ont participé tous les acteurs légitimes du champ de la résolution des conflits.
- **L'influence du pays dans l'ordre sous-régional ouest-africain** : Elle se manifeste par la stratégie de placement des compétences burkinabè dans les organisations sous-régionales. La nomination de Kadré Ouédraogo secrétaire exécutif de la CEDEAO de 2012 à 2016 en fut l'une des illustrations.

---

du pays, son prestige, son attractivité académique, ses performances économiques, sa communication, sa culture, son mode de vie, le rayonnement de son idéologie, ses capacités technologiques, sa place dans les organisations internationales...

<sup>34</sup> Créé par Jean René Guion, ami et conseiller spécial du président Compaoré qu'il représente souvent dans les médiations. Il l'accompagne souvent dans ses voyages officiels en Europe et en république de Chine dont il est à l'origine du partenariat avec le Burkina-Faso.

<sup>35</sup> Sa position pour la consolidation des ordres sous-régionaux comme fondement de l'intégration africaine lors du sommet de l'Union Africaine à accra en 2005, contre les partisans

- **L'organisation d'évènements diplomatiques multilatéraux** :

La volonté du pays de démontrer son rôle d'acteurs étatique de premier ordre s'est traduit par le fait d'abriter tous les évènements sécuritaires de l'ordre sous-régional, ce qui a contribué à faire de Ouagadougou la capitale politique ouest-africaine (W. Zongo et S. Balima, 2021).

- **Le leadership du président Compaoré** : Par sa longévité au pouvoir (doyen des présidents ouest-africains) qui lui confère une influence dans la zone, son charisme et la crainte qu'il inspire (D. Mengue-M'engouange, 2013). Cela s'exprime à l'occasion des évènements sur les grands enjeux sous-régionaux où son avis était toujours attendu et pris en compte.<sup>35</sup>

L'addition de ces facteurs contribuera à faire du pays, l'hégémon diplomatique de l'Afrique de l'ouest (P. Marx, 2020, et B. Beucher 2011). Ce que confirme M.D Malu-Malu (2010, p 29) en affirmant ceci : « Au fil des ans, le Burkina Faso est devenu la plaque tournante de grands rendez-vous de toutes sortes, une situation assez unique dans la région ». Les nouveaux objectifs de la politique ouest-africaine du président Kaboré vont rompre avec cette posture.

du renforcement de l'Union Africaine dirigés par Mouammar Kadhafi en est une illustration. Il réussit à convaincre les chefs d'Etats du bien-fondé de sa position. Au finish, le SOMMET D'Accra qui devait être le lieu de consécration des idées de Kadhafi se soldera par un échec pour ce dernier du fait de la capacité d'influence de Blaise Compaoré. Sa position pour une gestion de la crise ivoirienne par la CEDEAO et non l'U.A sera aussi celle adoptée par les présidents lors du sommet extraordinaire d'Abuja en 2011 sur la crise ivoirienne, au détriment de la position commune Côte d'Ivoire-Ghana sous la tutelle sud-africaine, qui entendait confier à l'Union Africaine le dossier ivoirien.

### **3.2 : Les facteurs du *normalisme* de Rock Kaboré.**

Si le champ multilatéral constitue un lieu de convergence de la politique étrangère des deux présidents, le champ bilatéral s'est quant à lui, affirmé en tant que domaine de ruptures dans leurs prétentions respectives. La première rupture fut la fin du bilatéralisme avec la république de Chine dans une logique d'adaptabilité.<sup>36</sup> La seconde quant à elle, s'effectue dans l'espace géopolitique ouest africain. En effet, ayant manifesté sa volonté d'entamer une nouvelle ère de partenariats équitables et mutuellement bénéfiques avec les pays voisins, Rock Kaboré rompt avec le soft power pour la posture du *normalisme*.<sup>37</sup> Trois facteurs légitiment cette posture: la fragilité avérée du soft power de Blaise Compaoré, la nécessité d'une consolidation du contrat social à l'interne, et la volonté de mettre définitivement fin aux pratiques subversives.

#### **- Se légitimer en interne.**

La gouvernance requiert dans son entendement, le principe fondamental de la légitimité, laquelle s'illustre tant à l'interne qu'à l'externe du territoire (S. Woodward, 2005). La légitimation externe consiste pour un Etat à une diplomatie montrant son appropriation des principes du multilatéralisme (T. Ward, 2013), tandis que la légitimation interne est, une application du contrat social avec les gouvernés dans les champs légal-rationnel et empirique (S. Bellina et M. Muller, 2015). Elle est l'essence de la gouvernance et précède la légitimité internationale. Au Burkina-Faso, la volonté d'une modification de la constitution par Blaise Compaoré sera à la base de son illégitimité interne et internationale, et entrainera sa chute. Les défis sociaux,

politiques et économiques dont il hérite (M. Lopès, 2015) légitiment la volonté de son successeur de concentrer sa gouvernance sur les chantiers internes, et de confier à l'ordre ouest-africain, les questions de sécurité collective.

#### **- Le château de cartes de Blaise Compaoré :**

De tous les éléments légitimant le soft power burkinabè, la personnalité du président Compaoré en était le socle, par son pouvoir d'influence et la crainte qu'il inspirait dans la sous-région. Cette réalité légitimait le succès de sa pratique de la médiation, mais masquait l'inexistence d'une administration diplomatique disposant de compétences pour la pérennisation à long terme, de la posture du pays. Ainsi, après sa chute, les autres outils du soft power burkinabè seront vidés de leur substance et la posture de l'hégémon s'effondre avec pour conséquences géopolitiques immédiates, un manque de leadership en Afrique de l'ouest comme l'affirme F. Sahel (2017) :

Si le Burkina Faso a désigné, depuis les élections présidentielles de novembre 2015, un successeur à Blaise Compaoré en la personne de Roch Marc Christian Kaboré, l'Afrique de l'Ouest, en revanche, personne n'a trouvé comment remplacer l'ex-président burkinabé dans le rôle qu'il tenait de parrain de la sous-région. L'éloignement de Compaoré des affaires explique la terrible panne de leadership que connaissent les pays d'Afrique de l'Ouest.

#### **- En finir avec la subversion :**

En dehors de la faillite du soft power de Blaise Compaoré, le *normalisme* de Rock Kaboré s'explique par la nécessité de rétablir des relations équitables avec les pays de la zone. La domination burkinabè comportait des zones d'ombre (W. Lankoandé, 2015), et une dose de subversion (B. Kadet, 2016)

volonté d'être en bonne intelligence avec tous les pays de la sous-région. Le rafraîchissement du bilatéralisme avec la Côte d'Ivoire en fut la principale des illustrations.

<sup>36</sup>Voir pp 9-10

<sup>37</sup>Néologisme utilisé ici dans une logique de conceptualisation de la politique ouest-africaine de Rock Kaboré, le *normalisme* légitime sa

ayant momentanément entraîné des tensions avec certains pays,<sup>38</sup> mais que la grande influence du président parvenait à contenir. L'objectif du président Kaboré dans cette zone était dans cette perspective, d'entreprendre une nouvelle politique étrangère basée sur des pratiques de bonne intelligence. Le bilatéralisme avec la Côte d'Ivoire aura été la principale mise à l'épreuve de cette volonté. Fortement liés par l'histoire (R. Blion et S. Bredeloup, 1997), le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire ont depuis les indépendances, développé une coopération quelquefois tendue (A. Loada, 2006). L'objectif d'une consolidation durable de ce bilatéralisme a justifié dès 2008, la mise en place du traité d'amitié et de coopération.<sup>39</sup> Parvenu au pouvoir dans un contexte de brève tension<sup>40</sup> entre les deux pays, le président Kaboré, dans le cadre de sa stratégie ouest-africaine, adopte la stratégie de l'apaisement,<sup>41</sup> ce qui a contribué à établir un nouveau climat de confiance.

## Conclusion

L'ordre multilatéral stratégiquement façonné et dominé par les puissances mondiales accorde peu de marge de manœuvres aux autres catégories d'Etat, d'où les velléités révisionnistes des émergents (C. Jaffrelot 2008). Dans ce contexte de déséquilibre mondial (T. Tzvetan, 2003), quid des petits Etats ? Condamnés à de la survie, ces derniers, pour leur sécurité, usent de stratégies collectives et participent aux actions pour la sécurité internationale comme l'illustre l'analyse de la politique étrangère de la quatrième République burkinabè. Au-delà de la restitution de ces actions diplomatiques de survie communes aux deux présidents de la quatrième République, notre analyse permet de voir les stratégies sous-régionales de chacun d'eux. Alors que Blaise Compaoré a établi une entreprise de domination dans la sous-région, Rock Kaboré va, au vu de sa fragilité et de son coût dans le long terme, rompre avec cette stratégie, optant pour une ère de relations franches et apaisées

<sup>38</sup>On peut citer les tensions avec le Mali, le Niger et la Guinée Conakry. La brouille avec le Mali était relative à un comportement jugé subversif du médiateur Blaise Compaoré, ce qui avait entraîné le retrait momentané du Burkina-Faso de la médiation, puis son retour sur insistance de l'Union Européenne. URL : [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/105048-crise-du-nord-1%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-demande-%C3%A0-blaise-compaor%C3%A9-de-re.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/105048-crise-du-nord-1%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-demande-%C3%A0-blaise-compaor%C3%A9-de-re.html). Le différend avec le Niger résulte de l'hospitalité offerte par le président nigérien à Salif Diallo, ex bras droit du président Compaoré devenu son principal opposant. Le Burkina-Faso soupçonnait aussi le Niger d'être le bras financier de sa formation politique. Le cas guinéen résulte de l'hospitalité accordée par le Burkina-Faso à l'ancien président Dadis Camara dans le cadre de la médiation, tout en le permettant depuis Ouagadougou, d'entreprendre des actions de sappe contre le régime d'Alpha Condé.

<sup>39</sup>Le traité d'amitié et de coopération (TAC) débute en 2008 et se tient régulièrement depuis, chaque année. Il constitue un cadre de veille et

d'évaluation de la coopération entre les deux pays.

<sup>40</sup>Alors que la fuite de Blaise Compaoré et de ses proches collaborateurs sur Abidjan était mal perçue coté burkinabè, la tentative de coup d'Etat du 16 septembre 2015 à Ouagadougou, et la présomption de culpabilité de certains proches collaborateurs du président ivoirien (le président de l'assemblée nationale très proche de Blaise Compaoré, et du chef d'Etat-major particulier du président) avait momentanément impacté les relations entre les deux pays.

<sup>41</sup>Pour ce faire, Rock Kaboré a œuvré à la levée d'un mandat d'arrêt international émis par la justice burkinabè contre le président de l'assemblée nationale ivoirienne, et a envoyé à Abidjan quelques semaines après son élection, Alpha Barry, ministre des affaires étrangères avec la mission de rétablir la connexion avec Abidjan. Cette initiative, à laquelle s'ajoutent des actions, coté ivoirien, permettra de renouveler le bilatéralisme ivoiro-burkinabè. Pour plus de détails, lire : Barry Alpha, 2016, « nos différends sont derrière nous », URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160713-cote-ivoire-relations-apaisees-burkina-faso-alpha-barry>

avec les pays de la zone. On assiste donc à la période du *normalisme*.

### **Bibliographie.**

ALBARET Mélanie, PLACIDI-FROT Delphine, 2016, « Les petits États au Conseil de sécurité : des strapontins à l'avant-scène », *critique internationale*, 2016, n° 71, pp 19-38.

ARKHANDELSKAYA Alexandra, 2013, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, n° 248, pp 61-74.

ARTHUR Philippe, « la politique étrangère », MERLE Marcel, la *politique étrangère*, pp20-21.

BADIE Bertrand, 2018, *Quand le Sud réinvente le monde : Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris, La découverte, 165p.

BALDERSHEIM Harald and KEATING Michael, 2016, « Small states in the modern world: vulnerabilities and opportunities, » *international affairs*, vol 92, pp723-724.

BARRY Alpha, 2017, « Nos relations avec la Côte d'Ivoire ne peuvent être quelconques », URL : <https://www.jeuneafrique.com/mag/433552/politique/burkina-faso-alpha-barry-nos-relations-cote-divoire-ne-peuvent-etre-quelconques/>

BATCHOM Paul Elvic, 2017, *Les parias de la scène internationale : À propos des dynamiques inégalitaires de l'ordre mondial*, Paris, l'Harmattan, 296p.

BELLINA Séverine et MULLER Marion, 2015, *Refonder la légitimité de l'État Quand les expériences et les pratiques parlent*, Paris, Karthala, 244p.

BELY Lucien, 2013, « négocier la paix, de Westphalie au temps des révolutions », PETITEVILLE Franck, *Négociations internationales*, pp 171-198.

BEUCHET Benoît, 2011, « Le Burkina-Faso et son environnement géopolitique, essai de mise en perspective historique », *annuaire français des relations internationales*, vol XII, pp 10-18.

BLION Raynald et BREDELOUP Sylvie, 1997, « La Côte-d'Ivoire dans les stratégies migratoires des Burkinabè et des Sénégalais », CONTAMIN Bernard, *le modèle ivoirien en questions : crises, ajustements, recompositions*, pp 707-7037.

BOUSSETTA Allouche, 1994, « La médiation des petits États : rétrospective et perspective », *Etudes internationales*, vol25, n°2, pp 213-236.

BRASSEUL Jacques, LAVRAD-MEYER Cécile, 2016, *Économie du développement Les enjeux d'un développement à visage humain*, Paris, Armand Colin, 384p.

BRAUD Philippe, 2008, *manuel de sociologie politique*, Paris, LGDJ, 825p.

BUHLER Pierre, 2011, *la puissance au XXIe siècle. Les nouvelles définitions du monde*, Paris, CNRS Editions, 508p.

CARLSNAES Walter, 2007, « How Should we Study the Foreign Policies of Small European States? », *Nação e Defesa*, n° 118, pp 7-20.

CHARILLON Frédéric, *la politique étrangère, nouveaux regards*, 2002, 437p.

COMPAORE Blaise, 2005, *Le progrès continu pour une société d'Espérance*, Ouagadougou, imprimerie de la présidence, 102p.

COOPER Andrew, SHAW Thimoty, 2012, *The Diplomacies of Small States: Between Vulnerability and Resilience*, London, Palgrave Macmillan, 291p.

GAZIBO, Mamoudou, 2010, *Introduction à la politique africaine*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 292p.

GUILBAUD Auriane, 2017 « la politique étrangère des petits Etats », *les champs de mars*, N° 29, pp 215-223.

HATTO Ronald, LEMAY-HEBERT Nicolas, 2007, « Le conseil de sécurité des Nations Unies : entre représentativité et efficacité », BADIE Bertrand *Le multilatéralisme*, pp 129-144.

KABORE Rock, 2015, *bâtir avec le peuple un Burkina-Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice*, Ouagadougou, Graphi-Imprim, 89p.

KABORE Roger. *Histoire politique du Burkina Faso, 1919-2000*, Paris, 2002, Harmattan, 668p.

KADET Bertin, 2016, « L'enjeu Ouest-Africain de la Sécurité Au Burkina Faso », *European Scientific Journal, ESJ*, 12(8), 30/03/2016, pp366-387.

KAFANDO Michel, 2011, « La voix du Burkina Faso se fait entendre à l'ONU », *lefaso.net*, 15/05. URL : <https://lefaso.net/spip.php?article776>

KEOHANE Robert, 1969, « Lilliputiens' dilemmas. Small state in international politics », *International Organization*, 23 (2), mars p. 295-296.

KESSLER Marie-Christine, 2002, « la politique étrangère comme politique publique », CHARILLON Frédéric, *La politique étrangère, nouveaux regards*, Paris, Presses de science po, pp 167-191.

LANKOANDE Wendyam, 2015, « Nous sommes les héritiers d'une politique étrangère embarrassante », *opinion*, URL : <https://www.burkina24.com/2015/08/13/opinion-nous-sommes-heritiers-dune-politique-etrangere-embarrassante/>

LE BELZIC Sébastien, 2018, « Pourquoi le Burkina Faso tourne le dos à Taïwan », *le monde diplomatique*, 28 mai, URL : <https://www.lemonde.fr/afrique/artic>

[le/2018/05/28/pourquoi-le-burkina-faso-tourne-le-dos-a-taiwan\\_5305923\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/artic)

LE GOURIELLEC Sonia, 2016, « la participation des forces armées africaines aux opérations de maintien de la paix, une nouvelle manifestation des stratégies d'extraversion ? », *Afrique contemporaine*, n° 260, pp 83-86.

LOADA Augustin, 2006, « l'émigration burkinabè face à la crise de l'ivoirité », *Outre-Terre*, n°17, pp 343-356.

LOADA Augustin, 2010, « Contrôler l'opposition dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso de Blaise Compaoré », HILGERS Mathieu, et MAZZOCHETTI Jacinthe, *révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire*, pp 269-294.

LONGUET Samuel et WASINSKI Christophe, 2018, « la sociologie critique et l'histoire de la politique étrangère », LEQUESNE Christian, MEIJER Hugo, 2018, *la politique étrangère : approches disciplinaires*, pp108-128.

MALU-MALU Murielle, 2010, « La métamorphose du pays des hommes intègres », *jeune afrique*, n° 1099, p29 : URL : <https://www.jeuneafrique.com/193905/politique/la-m-tamorphose-du-pays-des-hommes-int-gres/>

MENGUE-M'ENGOUANGE Darlane, 2017, *ingérences étrangères dans les crises politiques en Guinée et en Mauritanie de 2008 à 2013*, Paris, Connaissances et savoirs édition, 384p.

MUELLER John, 1995, « Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide », *études internationales*, vol 26, n°4, pp711-727.

NATIELSE Julien, 2013, *le Burkina Faso de 1991 à nos jours : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique*, doctorat de science

politique, Université Bordeaux IV, 437p.

NYE Joseph Jr., 2013 « Hard, Soft, and Smart Power », COOPER Andrew, HEINTE Jorge, and THAKUR Ramesh, *The Oxford Handbook of Modern Diplomacy*, OUP Oxford, Oxford, 990p.  
OREGUAN Xavier, 2011, « le Burkina-Faso et les deux Chines », *Outre Terre*, n°30, pp 381-390.

OTAYEK René, SAWADOGO Michel, GUINGANE Jean-Pierre, 1997, *Le Burkina entre révolution et démocratie, 1983-1993*, Paris, Karthala, 392p.

OUATTARA Vincent, 2014, *L'ère Compaoré ; politique, crimes et gestion du pouvoir*, Paris, PubliBook, 286p.

PALMER Glenn et MORGAN Clifton, 2006, *A theory of foreign policy*, Princeton, Princeton University Press, 224p.

PETITEVILLE Franck, SMITH Andy, 2006, « Analyser les politiques publiques internationales », *revue française de science politique*, 2006, vol 57, pp 357-366.

PRASAD Naren, 2009, « Small but Smart: Small States in the Global System », COOPER Andrew et SHAW Timothy, *the diplomacies of small States ; between vulnerability and resilience*, pp41-64.

ROOSENS Claude et BEJA JOAO Bento, « définition et repères », DE WILDE d'ESTMAEL Tanguy, *la politique étrangère, le modèle classique à l'épreuve*, p25.

ROSOUX Valérie, STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, 2021, *la politique étrangère à l'épreuve de la fragmentation*, Bruxelles, Peter Lang 544p.

SAHEL Francis, 2017, « Afrique de l'Ouest, le vide diplomatique laissé par Compaoré », *mondafrique*, 22/08/2017. URL : <https://mondafrique.com/afrique-de-louest-2eme-volet-vide-diplomatique-laisse-compaore/>

SAWADOGO Afsetou, 2020, « Valorisation de l'expertise publique : Plus de 500 Burkinabè dans le système des Nations unies », *Sidwaaya*, 27/09/2020, p03.

VALLET Elisabeth, 2011, « Les outils de la politique étrangère », Karine PREMONT, *La politique étrangère des grandes puissances, l'impossible convergence des intérêts*, Laval, Presse universitaire de Laval, pp.147-176.

WARD Thomas, 2013, « La légitimité dans les relations internationales dix propositions », ANDREANI Gilles et HASSNER Pierre, *Justifier la guerre ?*, Paris, Presses de science-po, pp359-382.

WOODWARD Susan, 2005, « construire l'Etat : Légitimité internationale contre légitimité nationale ? », *critique internationale*, n°28, pp139-152.

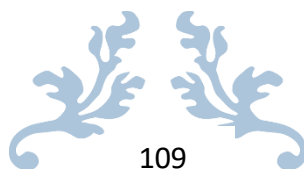
ZONGO Windata, 2018, *la politique multilatérale de Blaise Compaoré, enjeux et objectifs d'une stratégie diplomatique*, Paris, éditions universitaires européennes, 416p.

ZONGO Windata, BALIMA Sampala, 2021, « La construction d'une posture dans le champ diplomatique : Cas des outils de légitimation de la réputation internationale du Burkina-Faso entre 2002 et 2012. », *HARRIS*, n°3, septembre 2021, pp 25-42.

Numéro 004 Décembre 2021  
Histoire et Analyses des Relations Internationales  
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations  
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053







HARIS N°004 Décembre 2021